

PLUS DE 30 000 MORTS AU DARFOUR

Fodel Tijani : « Les initiatives de paix se sont heurtées aux manœuvres des USA »



Le Dr Fodel Tijani, ministre d'État aux Affaires étrangères de la République du Soudan, rejette les accusations de génocide portées contre son gouvernement par les États-Unis et le Royaume-Uni. Il assure que Khartoum tente de désarmer les milices qu'il contrôle et de négocier avec les autres. Il accuse Washington de chercher un prétexte pour s'ingérer dans son pays et de verser de l'huile sur le feu pour faire main basse sur son pétrole. Enfin, il souligne que plusieurs organisations intergouvernementales partagent l'analyse de son gouvernement.

page 2

La paranoïa contre les faits

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Agitant la menace terroriste dans leurs textes respectifs parus à l'occasion des commémorations du 11 septembre, Pierre Lellouche et François Heisbourg affirment que le moment est venu de l'union sacrée de l'Occident face à la violence produite par l'arriération de la civilisation musulmane. De son côté, Bart Kosko analyse les chiffres et constate que les États-Unis ont plus à craindre des accidents de la route que de cette menace terroriste qui leur a déjà coûté leurs libertés.

page 8

REPÈRE : 13 SEPTEMBRE 1971

La mutinerie d'Attica réprimée dans le sang

Pour protester contre leurs conditions de détentions insalubres - certains prisonniers n'ont pas pu prendre de douche depuis des semaines - 1500 détenus du pénitencier d'Attica, dans l'État de New York, se révoltent et prennent le contrôle de la prison, retenant 40 gardiens en otage. Le gouverneur, Nelson Rockefeller, ordonne l'assaut cinq jours plus tard, le 13 septembre, tuant 40 détenus et 10 otages. Le FBI tente de faire croire que les détenus avaient commencé à égorger les gardiens, mais l'enquête prouvera que ce sont les tirs de la police qui les ont tués. Chaque otage sera interrogé par le FBI et devra reconnaître, sur photo, les mutins. Une liste de 17 « meneurs survivants » est établie et remise aux gardiens. Ils seront soumis à un traitement spécial dans les mois à venir : passages à tabac, privation de nourriture, refus de soins... 11 d'entre eux mourront « dans des rixes » ou se « suicideront » avant la fin de l'année sans qu'aucune enquête ne soit jamais diligentée. ■

Les experts de la sécurité nationale demandent à être entendus



Le rapport de la Commission présidentielle sur le 11 septembre permet d'établir, enfin, une version officielle des attentats et de rendre une nouvelle fois hommage aux victimes, mais il ignore les informations gênantes ou contradictoires et s'efforce d'effacer toute responsabilité autre que celle des « terroristes » pour se concentrer sur des propositions de réforme du renseignement. En réaction, un collectif d'experts de la sécurité intérieure, dont certains ont été licenciés pour avoir apporté à la commission des éléments troublants qui n'ont finalement pas été pris en compte, en appelle au Congrès. Ces « patriotes » s'inquiètent de réformes hâtives conçues par une commission-étouffoir qui a refusé d'examiner la réalité. Nous reproduisons le texte intégral de leur lettre ouverte au Congrès.

page 17

Plus de 30 000 morts au Darfour

Fodel Tijani : « Les initiatives de paix se sont heurtées aux manœuvres des USA »

Le Dr Fodel Tijani, ministre d'État aux Affaires étrangères de la République du Soudan, rejette les accusations de génocide portées contre son gouvernement par les États-Unis et le Royaume-Uni. Il assure que Khartoum tente de désarmer les milices qu'il contrôle et de négocier avec les autres. Il accuse Washington de chercher un prétexte pour s'ingérer dans son pays et de verser de l'huile sur le feu pour faire main basse sur son pétrole. Enfin, il souligne que plusieurs organisations intergouvernementales partagent l'analyse de son gouvernement.



Le conflit du Darfour, qui prolonge vingt et un ans de guerre civile soudanaise, a déjà provoqué le déplacement d'environ 1,2 million de personnes et la mort d'au moins 30 000 autres. Il n'oppose pas seulement le gouvernement et des rebelles, mais aussi une kyrielle de milices, mal identifiées et poursuivant des intérêts distincts. Des organisations régionales comme l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), puis l'Union africaine (UA) ont proposé leur médiation et mis en place un embryon de force d'interposition. Cependant les progrès accomplis sont très insuffisants. Les massacres continuent [1].

Dans ce contexte, les États-Unis ont ouvert une vaste campagne de communication pour sensibiliser la communauté internationale à ce drame. Mais leur analyse du conflit diffère notablement de celle des organisations régionales. Washington a déposé un projet de résolution au Conseil de sécurité qui prévoyait d'exercer des sanctions contre le gouvernement de Khartoum s'il ne mettait pas fin à la crise. Or ce texte a été rejeté par la Russie et la Chine qui contestent à la fois l'analyse du conflit et le choix des sanctions.

L'Association des avocats américains (partenaire de la Freedom House [2]) et la Coalition pour la Justice internationale (liée à George Soros [3]) ont réalisé une enquête auprès de réfugiés au Tchad. Selon eux, le conflit se résume à une tentative d'extermination des villageois non-Arabes par les Arabes (gouvernement de Khartoum et milices). Ces conclusions ont été diffusées par le département d'État et ont servi de documentation à Colin Powell pour qualifier la situation de « génocide » devant la Commission des affaires étrangères du Sénat états-unien. M. Powell s'est efforcé de créer un consensus politiquement correct sur la nécessité d'une intervention au Soudan en faisant valoir qu'il s'agissait bien d'un génocide des Noirs par les Arabes. Disposant à ce propos d'un assez large soutien au Congrès, où l'on ignore que l'on puisse être à la fois Arabe et Noir [4], le secrétaire d'État a alors introduit son projet de résolution à l'ONU en vue de faire adopter des sanctions. Il entendait en l'occurrence prononcer un embargo sur le pétrole soudanais au détriment des compagnies chinoises et indiennes qui l'exploitent.

Si les manœuvres états-uniennes sont aisées à interpréter, il est difficile de se faire une idée précise de la réalité des forces en présence dans la mesure où seul le point de vue des grandes puissances trouve à s'exprimer dans les médias occidentaux. Nous avons sollicité le gouvernement soudanais pour connaître le sien. Il conviendrait de connaître aussi celui des rebelles, mais nous n'avons pas été en mesure de le recueillir. Néanmoins, le lecteur pourra déjà se faire une opinion plus équilibrée des événements.

Entretien avec M. le Dr. Fodel Tijani, Ministre d'État aux affaires étrangères de la République du Soudan

Voltaire : *Quel est l'historique du conflit au Darfour ?*

Dr Fodel Tijani : D'abord permettez-moi de vous mentionner le fait que je suis moi-même originaire du Darfour ainsi que sept autres ministres au sein du gouvernement soudanais. La situation conflictuelle qui règne actuellement au Darfour trouve son origine dans des rivalités traditionnelles qui ont dégénéré en conflit meurtrier sous l'influence de facteurs nouveaux aggravants. Il existait au Darfour, comme dans d'autres régions du monde, une rivalité traditionnelle entre populations sédentaires et populations nomades pour le contrôle des accès à l'eau et aux pâturages. Ces situations étaient habituellement gérées par des arbitrages confiés aux chefs traditionnels, mais ceux-ci ont vu, sous l'effet de la modernisation des relations sociales, leurs influences diminuer, ce qui cette fois-ci les a empêché d'imposer un compromis acceptable pour les deux parties. À cela il faut ajouter que le Darfour est confronté au grave problème de l'avancée du désert, ce qui rend la compétition pour l'accès aux pâturages et aux points

d'eau de plus en plus exacerbée, l'augmentation de la population contribuant aussi à cette spirale. Autrefois, les tensions restaient peu meurtrières puisque les protagonistes utilisaient des armes blanches, alors que aujourd'hui, suite aux guerres civiles qui ont eu lieu dans le passé au Tchad et en République centrafricaine, il est possible de se procurer des armes automatiques sans avoir à les payer cher, ce qui multiplie le nombre de morts à chaque incident. Le nombre de morts augmentant, il devient impossible de gérer les choses par le biais de la coutume. Lors du premier incident grave qui est à l'origine des problèmes actuels, il y a eu une cinquantaine de morts de la tribu « Zagawoua » et une quinzaine parmi les « Arabes ». Autrefois, pour régler un tel incident, il fallait payer le « prix du sang », mais avec une telle quantité de morts il est devenu impossible de payer le prix et les Zagawouas ont alors demandé au gouvernement de Khartoum de payer ce prix du sang, ce qu'il a refusé pour ne pas entrer dans une logique qui ne ferait qu'encourager à multiplier ce type de situation. Cette réponse des autorités a servi de prétexte aux rebelles pour qu'ils accusent le gouvernement d'avoir pris partie pour leurs adversaires. Il existe aussi des manipulations politiques, comme le rôle de Hassan El Tourabi, un ancien dirigeant soudanais connu pour ses positions islamistes extrêmes et qui a rompu en 1999 avec le gouvernement de Khartoum. Depuis, il a essayé de peser sur la vie politique en s'appuyant un temps sur la rébellion du Sud-Soudan et en aidant aujourd'hui un des deux mouvements rebelles du Darfour, le Mouvement Justice et Égalité. Nous venons par ailleurs de découvrir, à Khartoum même, des caches d'armes mises en place par des militants du parti de Tourabi. À cela on peut ajouter que le conflit au Darfour correspond aux intérêts du dirigeant rebelle sudiste John Garang qui, malgré les accords de paix qui viennent d'être signés, tente d'affaiblir la position du gouvernement soudanais. Et enfin, il y a le rôle des solidarités tribales qui expliquent que certains groupes bénéficient de complicités à l'extérieur des frontières soudanaises.

Quelles ont été les réactions des autorités locales au début du conflit ?

Le Soudan est un État fédéral et les gouverneurs des trois provinces du Darfour, qui sont originaires de la région, ont demandé au début à ce que le gouvernement central n'envoie pas de troupes dans la région mais laisse les problèmes être réglés par les autorités locales. Les rebelles en ont alors conclu qu'ils pouvaient accentuer la pression armée pour établir un rapport de force qui leur soit favorable. Ils ont attaqué des postes de police, tué 408 policiers et 22 officiers afin de se procurer les armes qui leur ont permis de défier les autorités.

D'où vient l'appellation de « Janjawids » ? Ce conflit est-il une guerre entre Noirs et Arabes ?

Traditionnellement dans la région, il existait des « Janjawids », c'est-à-dire des groupes de bandits recrutant dans toutes les tribus de la région mais, lorsque la rébellion a commencé, le gouvernement ne voulant pas envoyer l'armée, il a fait appel à des volontaires pour former des milices locales. Celles-ci proviennent de toutes les ethnies de la région mais, pour semer la confusion, elles se sont vues appelées « Janjawids » par les rebelles. Mais il faut dire aussi que les milices utilisent le terme de « Tora-Bora » (en allusion au refuge afghan de Ben Laden) pour désigner les groupes rebelles. Ces milices pro-gouvernementales n'ont jamais été formées sur une base tribale ou ethnique et le gouvernement n'a

jamais armé quiconque sur une base ethnique. L'idée qu'il puisse y avoir un conflit entre « Noirs » et « Arabes » n'a pas de sens, dans la mesure où la totalité de la population du Darfour est musulmane sunnite et que les intermariages ont abouti à un mélange complet de la population locale si bien qu'il n'y a pas d'Arabes d'un côté et de Noirs de l'autre. Il y a en revanche des populations sédentaires et des populations nomades, toutes d'origine ethniques mélangées. La tribu au Darfour est une réalité sociale et non pas une réalité ethnique.

Quels sont les objectifs politiques des rebelles ?

En fait leurs objectifs politiques sont peu précis et se limitent à de vagues exigences, généralement très exagérées, portant sur le partage du pouvoir et des richesses avec le gouvernement central. Dans l'ensemble cependant, la rébellion est d'essence locale, sans programme ni national ni séparatiste. Elle cherche à devenir un moyen de pression en profitant, par le biais d'une crise humanitaire, de l'appui de puissances extérieures pour négocier des subsides et des postes dans l'administration au profit de ses membres. Le gouvernement soudanais, de son côté, a engagé des négociations en accord avec l'ONU avec les rebelles. Les sanctions prononcées par les USA contre le Soudan poussent toutefois les rebelles à ne pas négocier pour faire monter les enchères.

Quelles sont les organismes qui tentent d'aider à trouver une solution pacifique ?

Avant tout l'Union africaine qui, par le biais de son Conseil de Sécurité, est en charge du problème et qui a élaboré une série d'initiatives de paix qui se sont heurtées aux manœuvres des USA dont les objectifs au Soudan ne semblent pas être pacifiques pour le moment. Cette situation risque de tenter aussi certains dirigeants du Sud du pays de remettre en cause les accords de paix signés récemment afin d'obtenir plus que ce qu'ils ont obtenu à la suite d'un très long et très difficile processus de négociations et de compromis.

Comment le gouvernement du Soudan envisage-t-il la restauration de la paix au Darfour ?

Le gouvernement a envoyé dans cette région 12.000 policiers. Il cherche à réaliser le désarmement de ses milices contre le cantonnement des forces rebelles dans des espaces définis, ce qui permettrait de cesser le conflit et de négocier une issue pacifique. Mais les rebelles exigent le désarmement des milices tout en voulant continuer à se déplacer librement à travers le territoire pour pouvoir essayer de le contrôler. L'Union africaine a appuyé la position de Khartoum visant à un désengagement simultané des deux protagonistes.

Quelle est la situation des déplacés ?

Certains se sont réfugiés au Tchad, d'autres dans différentes régions du Darfour, d'autres dans les villes. Il faut souligner le fait que à l'encontre des accusations de génocides, beaucoup de déplacés sont venus se réfugier dans les zones contrôlées par le gouvernement, ce qui démontre clairement que ces populations ne voient pas dans le gouvernement un pouvoir génocidaire mais plutôt un pouvoir protecteur. Il y a aujourd'hui, selon les chiffres de l'ONU, 1 million

d'habitants du Darfour qui sont déplacés pour une population totale de 5 millions de résidents.

Pour quelles raisons les autorités de Washington semblent-elles attiser le conflit ?

Il y a d'abord une conjoncture électorale. Il s'agit de faire preuve, dans la conjoncture actuelle, vis-à-vis de certains électeurs des États-Unis de fermeté anti-arabe tout en essayant d'accréditer auprès des électeurs afro-américains l'idée que le gouvernement des États-Unis a à cœur la défense des Noirs dans le monde. Il y a aussi la nécessité pour Washington de détourner l'attention de l'opinion mondiale des conflits en Irak et en Palestine en redonnant aux États-Unis un visage de « pays-défenseur des droits de l'homme ». Et puis, il y a du pétrole au Tchad et en Libye, deux pays voisins et tout indique en conséquence que le Darfour en contient aussi même si aucune recherche n'a encore pu être menée sur le terrain. On peut aussi supposer que les satellites étatsuniens ont peut-être découvert ce pétrole. Pour le moment, le pétrole exploité au Soudan l'est par le biais d'une participation de la Chine, de la Malaisie et d'une société soudanaise. Une compagnie canadienne participait à son exploitation, mais elle s'est retirée sous la pression des États-Unis. Nous savons que les États-Unis veulent contrôler l'exploitation et l'acheminement du pétrole partout dans le monde. Les compagnies des États-Unis ont été les premières à découvrir du pétrole dans notre pays, mais, croyant être sans concurrents, elles ont exigé de notre part des conditions inacceptables pour sa mise en exploitation, ce qui nous a amené à rechercher et finalement à conclure un partenariat avec la Chine, ce qui ne plaît pas aux États-Unis. Nous avons déjà eu d'ailleurs le bombardement de l'usine pharmaceutique de Khartoum par l'aviation des USA en 1998 sous un prétexte que même Washington a aujourd'hui reconnu comme étant faux.

On accuse l'armée soudanaise d'avoir bombardé des villages du Darfour ?

Il faut savoir qu'au Darfour, il n'y a pas de forêts et que les rebelles se regroupent donc aux alentours des villages existants et que, lorsque l'aviation soudanaise bombarde leurs positions, ils se réfugient dans les villages où le moindre incident aboutit à un incendie généralisé puisque les villages sont construits en paille.

Le gouvernement soudanais n'a-t-il pas désavantagé largement le Darfour dans le passé, ce qui justifierait la rébellion ?

Comme je vous l'ai dit, au sein du gouvernement, nous sommes huit ministres originaires du Darfour. En outre, certains rebelles ont aussi occupé des postes au sein du gouvernement. Il existe en revanche au Darfour un grave problème de sous-développement qui n'a pu être réglé à cause de la longue guerre au Sud qui a grevé le budget de l'État et au fait que, suite aux sanctions économiques engagées sous la pression de Washington, le Soudan n'a pas pu avoir accès pendant une dizaine d'années aux différentes aides au développement. Le Soudan a donc été une victime constante de la politique unilatérale de grande puissance.

Dans quelle mesure la position du gouvernement soudanais est-elle corroborée

par des institutions neutres ?

Le Haut commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a mené une mission d'enquête au Darfour et dans les camps de réfugiés au Tchad. Elle a abouti à la rédaction d'un rapport précisant que les violences qui se sont produites au Darfour ne peuvent être considérées comme une tentative d'épuration ethnique. De même, la Ligue arabe, Médecins sans frontières, l'Organisation de la conférence islamique et l'Union africaine ont également produit des documents démentant qu'il y avait un génocide en cours au Soudan. Même le secrétaire d'État des USA, Colin Powell, a d'abord admis que le gouvernement soudanais faisait des efforts louables pour tenter de trouver une issue au problème, jusqu'à ce que la pression venant d'éléments plus durs, en particulier au sein du Sénat des États-Unis, le pousse à faire des déclarations utilisant le terme de « génocide » pour qualifier le désordre et les violences qui règnent au Darfour. Le gouvernement fédéral du Soudan continuera à mener sa politique de recherche de paix, d'indépendance, d'unité nationale et bonne volonté envers l'ensemble de ses citoyens et de ses régions et visant tous les auteurs de violences contre les civils quelque soient leurs appartenances.

Propos recueillis par Bruno Drweski

[1] « [Cessez-le-feu au Soudan](#) », *Voltaire*, 12 avril 2004.

[2] « [Freedom House, quand la liberté n'est qu'un slogan](#) », *Voltaire*, 7 septembre 2004.

[3] « [George Soros, spéculateur et philanthrope](#) », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[4] Les Arabes sont les personnes de langue maternelle arabe. Les Noirs sont les personnes à la peau noire. En se convertissant à l'islam, des Noirs ont appris l'arabe. En outre, l'islam a favorisé les mariages entre Sémites arabes et Noirs. Bref, les analyses raciales ne rendent pas compte d'une réalité humaine, mais révèlent l'idéologie de ceux qui s'y réfèrent.

RENDEZ-VOUS SUR LE **FORUM** DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html

La paranoïa contre les faits

Analyse

À l'occasion du troisième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, *Le Figaro* donne la parole à deux personnalités atlantistes qui tirent leurs premières conclusions de l'actuelle guerre au terrorisme.

Pierre Lellouche assimile le 11/9 à la prise d'otages de Beslan et considère que désormais les États-Unis et la Russie sont partenaires dans la guerre contre le terrorisme islamique. Pour François Heisbourg, la France, qu'elle le veuille ou non, est dans le même bateau, car aux yeux des islamistes elle est aussi une terre de mécréants. Pour ces deux auteurs, le moment est donc venu de l'union sacrée de la civilisation face à la violence produite par l'arriération de la civilisation musulmane.

Rappelons à nos lecteurs que M. Heisbourg est administrateur de l'International Institute for Strategic Studies de Londres, qui publia la **désinformation de référence** sur les armes de destruction massive irakiennes, et que M. Lellouche fut responsable de la revue de ce think tank. Observons également que la position attribuée par ces « experts » à la Russie est contredite par les **déclarations du ministre russe des Affaires étrangères** que nous avons rapportées hier dans ces colonnes : Moscou considère que la prise d'otages de Beslan a été commanditée par des dirigeants états-uniens et britanniques formés durant la Guerre froide et s'il établit un parallèle entre le 11/9 et le massacre de Beslan, c'est uniquement pour souligner ses droits à la riposte. De même, Moscou réfute la théorie de la guerre des civilisations et, loin d'assimiler le terrorisme au wahhabisme, vient de conclure une alliance avec l'Arabie saoudite. Au contraire, les Atlantistes pensent le monde comme un affrontement entre l'islamisme, c'est-à-dire la quintessence violente de l'islam, et le monde non-musulman, donc civilisé.

M. Heisbourg définit Al Qaïda comme une nébuleuse en trois cercles concentriques dont le cercle extérieur a la propriété... de ne pas faire partie d'Al Qaïda. Ainsi donc, l'ennemi est à définition variable. Quelques barbus terrés au

fond de grottes n'en sont pas moins capables de rivaliser avec la première puissance militaire mondiale. Aussi, pour décrire ce conflit binaire, a-t-il introduit le concept d'hyperterrorisme qui répond à celui de M. Védrine qualifiant les États-Unis d'hyperpuissance.

C'est à ce type de paranoïa que le statisticien Bart Kosko répond ans le *Los Angeles Times*. Il observe que le nombre de victimes du terrorisme dans le monde est inférieur à 1 000 par an, avec une pointe en 2001 n'excédant pas 4 000. En comparaison, aux seuls États-Unis, on dénombre 15 000 meurtres par an et 40 000 décès par accident de voiture. On peut en conclure que les vrais menaces ne sont pas là où on les imagine et que les États-Uniens ont inutilement sacrifié leurs libertés fondamentales.

Moins tranchant, un ancien responsable du Conseil de sécurité nationale, Daniel Benjamin, relève dans le même quotidien qu'il est illusoire de prétendre avoir accru l'efficacité de la lutte contre le terrorisme depuis le 11 septembre en changeant de méthode. C'est à tort que Dick Cheney prétend que la sécurité s'est améliorée quand on a cessé de considérer le terrorisme comme un crime relevant de la police pour en faire une guerre relevant des armées : en réalité, les seuls résultats tangibles ont été obtenus classiquement par les forces de l'ordre.

Mattheuw Bunn et Anthony Wier de l'université d'Harvard vantent dans le *Washington Post* le plan du département de l'Énergie pour sécuriser les installations nucléaires russes. Le lecteur se souvient que le 26 mai dernier à Vienne, le secrétaire **Spencer Abraham** avait présenté son Initiative de réduction de la menace globale (GTRI). Sous couvert d'empêcher des terroristes d'acheter des matières radioactives sur des marchés parallèles, il s'agit principalement de récupérer ces matières disséminées dans l'ex-empire soviétique pour empêcher les nouveaux États de s'en servir.

Le journaliste vedette du *New Yorker*, Seymour Hersh, publie aujourd'hui en librairie son enquête sur les tortures en Irak. Témoignages et documents à l'appui, il analyse cette politique et dénonce ceux qui l'ont ordonnée. Pour éteindre l'incendie, l'ancien secrétaire à la Défense James R. Schlesinger donne compte rendu de sa mission d'inspection dans le *Wall Street Journal*. Il avait été chargé par son successeur Donald Rumsfeld de faire toute la lumière sur les responsabilités dans l'affaire des tortures en Irak. Sans surprise, M. Schlesinger innocente M. Rumsfeld, minimise les faits et félicite les troupes. Son argument principal est que les coupables ne menaient pas des interrogatoires (et n'avaient donc pas d'ordre pour se livrer à ces atrocités), mais qu'ils « s'amusaient ».

Enfin, l'ancien Premier ministre et actuel candidat à la présidence de l'Ukraine, Viktor Yushchenko espère faire sortir son pays de l'orbite russe pour le faire entrer dans l'OTAN et l'Union européenne. C'est ce programme qui lui vaut le soutien financier de la NED/CIA et qu'il présente franchement dans l'*International Herald Tribune*.

Réseau Voltaire

Pierre Lellouche



Pierre Lellouche est député UMP de Paris, membre de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et vice-président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

« Trois ans après le 11 septembre »

Source : Le Figaro

Référence : « Trois ans après le 11 septembre », par Pierre Lellouche, *Le Figaro*, 11 septembre 2004.

Alors que Ben Laden s'apprête à célébrer son 11 septembre dans une grotte aux confins de l'Afghanistan et du Pakistan, il a tout lieu d'être satisfait. Il a certes perdu sa base en Afghanistan dès décembre 2001, mais depuis qu'il a lancé sa guerre à l'Amérique, il a réussi à atteindre presque tous les objectifs qu'il s'était fixés.

Ben Laden visait à déclencher une guerre planétaire « contre les croisés et les juifs » pour cimenter « l'Umma » musulmane et son milliard et demi d'êtres humains autour de lui et de son idéologie, contre les régimes arabo-musulmans impies et corrompus. **George W. Bush** a beau prétendre que « les trois quarts des dirigeants de son organisation ont été tués ou arrêtés », Al-Qaida s'est démultipliée et son idéologie enflamme de nouvelles recrues sans cesse plus nombreuses. Quant à ses ennemis, ils sont partout sur la défensive, à la fois impuissants et profondément divisés. L'Amérique a malheureusement réagi comme on pouvait s'y attendre au 11 septembre : avec un mélange d'unanimité patriotique, de messianisme intact, une méconnaissance totale de ce qui venait de la frapper et sûre de la puissance inégalée de ses armes, mais pour la première fois consciente de sa terrible vulnérabilité. Elle s'est lancée comme un seul homme dans sa « guerre mondiale contre le terrorisme », s'arrogeant le droit non seulement de balayer le régime taliban, mais tout régime jugé dangereux ou complice du terrorisme.

Trois ans après, rien n'est réglé, ni en Afghanistan ni en Irak, où la première armée du monde est engluée dans une méchante « guerre d'Algérie », incapable de ramener l'ordre ou de se retirer, servant de nouvelle ligne de front à des milliers de combattants islamistes importés d'Irak et de tout le Moyen-Orient. Le même Ben Laden peut être tout aussi satisfait s'il regarde du côté de Moscou ou les derniers attentats et la prise d'otage en Ossétie du Nord ont soudé la Russie tout entière sur la même ligne que Bush : la guerre totale contre le terrorisme islamique, prélude à d'autres bains de sang dans le Caucase qui fourniront de nouveaux candidats au « martyr ». Ben Laden peut aussi se réjouir de la situation en Europe où il remarquera l'étendue des divisions. Mais ce n'est pas tout. S'il regarde du côté de l'Europe, Ben Laden observera avec délice l'étendue des divisions entre Européens, l'impuissance flagrante de l'Europe, la paralysie de l'OTAN. On trouve d'un côté le « camp de la paix » franco-allemand (que **Vladimir Poutine** vient de désertir), mais que l'Espagne a rejoint après son 11 septembre à elle (le 11 mars dernier) et sa sortie en catastrophe d'Irak. De l'autre, l'Angleterre, la Pologne et les nouveaux venus de l'Est, de plus en plus nerveux et divisés quant à la poursuite de leur engagement en Irak. Enfin, les pays arabo-musulmans paniquent. Cerise sur le gâteau, le prix du baril de pétrole a explosé.

On assiste à une dislocation du système international précisément au moment où la Corée du Nord et sans doute l'Irak également ont ouvertement violé le

Traité de non prolifération. On peut craindre un embrasement. En cherchant bien, on trouvera grâce au colonel Kadhafi (qui a renoncé à sa bombe) et à l'arrestation d'A.Q. Khan quelques raisons de se rassurer. On notera aussi, avec soulagement, que le travail de nos services de renseignement a permis d'éviter à temps des attentats chimiques à Londres et à Paris. Maigre consolation car nous arrivons au moment où la violence terroriste va rencontrer la prolifération. Nos pays doivent donc se rassembler au lieu de se diviser. Les Américains et les Russes ont, à mon sens, raison de considérer que cela est bien une guerre. Contrairement à ce que l'on entend trop souvent chez nous et dans l'Europe entière, ceux qui se livrent à cette violence de masse sont bel et bien en guerre contre nous, France comprise. Je refuse de voir dans le « militarisme » américain, israélien ou russe la cause du problème comme on l'entend trop souvent chez nous. Je ne transformerais pas les victimes en bourreau. Il faut combattre l'idéologie islamiste qui rejette la démocratie. Il est temps, grand temps, que les grandes démocraties s'asseyent autour d'une table pour définir une stratégie commune mêlant la défense de nos territoires à la transformation progressive d'un monde arabe qu'il faut aider à sortir de la pauvreté et de l'échec.

François Heisbourg



François Heisbourg est directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, président du Conseil d'administration de l'International Institute for Strategic Studies et expert d projet Strengthening the Global Partnership du Center for Strategic and International Studies. Il est ancien membre de la représentation permanente de la France à l'ONU, ancien conseiller au ministère français des Affaires étrangères et ancien vice-président de MATRA-Défense-Espace. Il est l'auteur de *Hyperterrorisme, la nouvelle guerre*.

« Nous renouons avec le tragique »

Source : Le Figaro

Référence : « Nous renouons avec le tragique », par François Heisbourg, *Le Figaro*, 13 septembre 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

Trois ans après le 11 septembre, on a reçu des bonnes nouvelles comme la chute des talibans qui a privé Al Qaïda d'une base en Afghanistan, des attentats déjoués et des membres d'Al Qaïda arrêtés, mais au rayon des mauvaises nouvelles, Al Qaïda sévit toujours et Ben Laden, jusqu'à plus ample informé, n'a toujours pas été arrêté. Al Qaïda s'est largement redéployé et continue de frapper, même si ce n'est pas tout à fait à la même échelle que le 11 septembre 2001.

Face à l'hyperterrorisme et à sa capacité de destruction de masse, les États-Unis ne sont pas une superpuissance, et c'est une grave erreur de lecture que de le croire. La fin de la Guerre froide a certes fait des États-Unis la seule superpuissance dans le monde, mais ils ne sont pas devenus pour autant plus puissants. Ils sont devenus moins puissants car ils ont perdu de l'influence du fait de la perte de l'ennemi soviétique. Durant la Guerre du Vietnam, les États-Unis avaient compris qu'il fallait avant tout préserver l'unité et n'avaient pas tenu rigueur aux Européens qui n'envoyaient pas de soldats au Vietnam. La Guerre d'Irak a, au contraire, brisé l'unité du monde occidental mais sans nuire, en revanche, sur un plan technique et logistique, à la coopération entre les services chargés de lutter contre le terrorisme. C'est évidemment pour les pays du Moyen-Orient et pour le Sud asiatique musulman que la guerre d'Irak a les effets les plus néfastes. Dans ces pays, il est devenu très difficile aux Américains d'obtenir la mobilisation des gouvernements en faveur des objectifs de la

politique américaine. Après le 11 septembre, on avait pourtant pu observer une forte mobilisation autour des États-Unis, y compris dans le monde arabe, mais elle s'est rapidement érodée à cause de la Guerre d'Irak et du fait qu'une partie des Européens sous-estime la vulnérabilité au terrorisme. La même erreur d'appréciation se reproduit au sujet de la tragédie de Beslan. Le problème vient aussi du fait que de nombreux Américains ont tendance à tenir le terrorisme international pour une affaire intérieure des États-Unis.

Il y a trois cercles au sein d'Al Qaïda : premier cercle le holding, ou direction générale, très petite et ramassée, très centralisée et hiérarchisée ; deuxième cercle, qui prospère depuis le 11 septembre, les franchisés, une succession de groupe qui peut exprimer sa « créativité » dès lors que, respectant la charte fondamentale de l'organisation, il reçoit « un label de qualité » de la direction générale ; et enfin, le troisième cercle, des organisations terroristes et des groupes jihadistes tout aussi fanatiques qu'Al Qaïda, mais qui ne s'inscrivent pas forcément pour autant dans sa mouvance. C'est dans ce troisième cercle qu'on trouve les réseaux tchéchènes et le Hamas.

Al Qaïda a un objectif à long terme, le jihad mondial. Aussi penser qu'une attitude hostile à la guerre d'Irak aurait pu suffire à s'immuniser contre l'hostilité d'Al Qaïda est une erreur. Ce qui compte, ce ne sont pas les positions de la France, mais que c'est une terre de mécréance. Al Qaïda peut nous frapper à tout moment et ce n'est pas parce qu'elle ne frappe pas qu'elle ne prépare rien. On pourrait également changer d'échelle avec l'emploi d'armes bactériologiques. Un danger contre lequel il faudrait se prémunir.

Bart Kosko



Bart Kosko enseigne la probabilité et les statistiques à l'Université de Californie du Sud. Il est l'auteur de *Heaven in a Chip*.

« La menace terroriste est peut-être principalement un grand bluff »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Terror Threat May Be Mostly a Big Bluff », par Bart Kosko, *Los Angeles Times*, 13 septembre 2004.

Quelles sont les preuves de cette menace terroriste qui domine la campagne présidentielle ? En trois ans, nous n'avons pas subi d'attaques sur notre sol. Les décès pour cause d'actes terroristes ont augmenté ces derniers temps avec la pris d'otage de Beslan, mais restent de l'ordre de 1000 morts par an dans le monde, d'après le **département d'État**. En comparaison, on compte 15 000 meurtres par an aux États-Unis et 40 000 morts dans des accidents de voitures sur notre territoire. L'administration analyse ces chiffres en affirmant que nous sommes en train de gagner la guerre au terrorisme. Ils ont peut-être raison, peut-être qu'il y aurait eu des attaques sans l'action de notre gouvernement. On ne sait pas.

Ce qu'on sait en revanche, c'est que la menace terroriste, tout comme les attaques de requins, sont des dangers largement surestimés en comparaison des accidents de la circulation. Nous avons pourtant sacrifié des libertés civiles et le soutien de la communauté internationale à la lutte contre cette menace. Mais peut-être avons-nous eut raison et que c'est ce qui fait que nous n'avons pas

subi de nouvelles attaques. Pour les statistiques, ces questions sont résolues par l'existence de « preuves négatives » : quand vous perdez vos clefs, plus vous fouillez une pièce sans les trouver, plus il y a de preuves négatives qu'elles ne s'y trouvent pas. Il y a de bonnes preuves négatives qu'il n'y a pas de monstres sous le Loch Ness et pas d'armes de destruction massive en Irak. Avec la menace terroriste, on peut faire une étude similaire.

Il est difficile de se faire une idée précise de la menace terroriste, mais les statistiques nous enseignent que la plus grande menace pour vous, c'est ce conducteur à côté de vous qui est en train de téléphoner.

Daniel Benjamin



Daniel Benjamin est associé au Center for Strategic and International Studies. Lui et Steven Simon sont co-auteurs de *The Age of Sacred Terror*. Ils ont été membres du National Security Council (1994-1999) sous l'administration Clinton.

« Cheney n'est pas un expert en terrorisme »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Cheney's No Terrorism Expert », par Daniel Benjamin, *Los Angeles Times*, 12 septembre 2004.

Dick Cheney mène une partie de sa campagne électorale en affirmant que **John Kerry**, s'il était élu, renverrait les États-Unis à l'époque où ils ne se souciaient pas de la lutte anti-terroriste et la considéraient comme une opération pour les forces de l'ordre et pas comme une guerre, exigeant l'utilisation de la force armée. L'équipe de campagne de **John Kerry** a condamné ces attaques et les a présenté comme des propos divisant la nation. Il faut surtout remarquer qu'en les tenant, Cheney montre qu'il ne connaît rien au terrorisme.

Cheney prétend que le terrorisme a eu lieu parce que nous n'avons pas compris que nous étions en guerre et que nous n'avons pas assez employé l'armée. Pourtant, aujourd'hui l'essentiel de l'activité antiterroriste fonctionne comme avant le 11 septembre : utiliser les renseignements, la diplomatie... et les forces de police. Depuis qu'Al Qaïda est apparu dans les années 90, l'action antiterroriste a consisté à identifier ses membres, à demander leur arrestation par les forces de polices locales et à les faire extradier ou bien à aller les chercher nous-mêmes. Si beaucoup de choses ont changé en trois ans, ces pratiques se poursuivent et les plus grands succès dans la guerre au terrorisme ont été obtenus ainsi. En outre, **George W. Bush** n'est pas le premier à utiliser la force militaire dans cette lutte puisqu'en 1998, **Bill Clinton** avait fait bombarder une usine au Soudan, empêchant ainsi Al Qaïda d'acquérir des armes de destruction massive.

Il est surprenant de faire encore confiance à ce que raconte Cheney, lui qui affirme que Mohammed Atta a rencontré un agent des services de renseignement irakiens avant le 11 septembre 2001. Ce qui a été démenti par le **FBI** et la **CIA** depuis.



Ancien expert en question de sécurisation du matériel nucléaire dans l'administration Clinton, Matthew Bunn est membre du Managing the Atom Project de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est co-auteur de *Securing the Bomb : An Agenda for Action*.



Anthony Wier est membre du Managing the Atom Project de la Kennedy School of Government de l'université d'Harvard. Il est co-auteur de *Securing the Bomb : An Agenda for Action*. Il a travaillé aux développements des budgets des programmes de sécurisation des sites nucléaires dans l'administration Clinton et dans l'administration Bush.

« Empêcher un 11 septembre nucléaire »

Source : Washington Post

Référence : « Preventing a Nuclear 9/11 », par Matthew Bunn et Anthony Wier, *Washington Post*, 12 septembre 2004.

La prise d'otage de Beslan nous rappelle la grande activité des terroristes en Russie. Cette menace pourrait aboutir à un 11 septembre nucléaire si nous n'y prenons pas garde et que les terroristes parviennent à acquérir des matières radioactives dans les infrastructures nucléaires russes. Malheureusement, les déclarations de Sergueï Ivanov prétendant que les infrastructures nucléaires russes sont sûres sont fausses.

Des responsables russes ont confirmé qu'en 2001, des groupes de terroristes avaient fait des missions de repérages autour d'installations nucléaires russes. Les terroristes qui se sont emparés du théâtre de Moscou avaient projeté à un moment de s'emparer de l'institut Kurchakov, qui a assez d'uranium enrichi pour construire des douzaines de bombes nucléaires. En 2003, une enquête a révélé qu'un homme d'affaire avait proposé 750 000 dollars pour du plutonium devant servir à un client étranger. Al Qaïda cherche du matériel nucléaire et a de fortes connexions avec les groupes tchéchènes.

En fait, seules 22 % des infrastructures nucléaires russes sont sûres, mais ce n'est pas un problème insoluble. Des programmes existent et l'administration Bush mène une politique de sécurisation avec la Russie, tout comme avec le Pakistan. Spencer Abraham vient de lancer son initiative de réduction de la menace globale pour sécuriser les sites sensibles. Il faut prendre trois initiatives rapidement :

- ▶ Mettre rapidement en place l'initiative de réduction de la menace globale.
- ▶ Il faut mettre en place des mesures bilatérales russo-états-uniennes pour sécuriser les infrastructures russes.
- ▶ Il faut étendre ses efforts au reste du monde.

James Schlesinger



Ancien directeur de la CIA, James R. Schlesinger a été secrétaire à l'Énergie de Jimmy Carter et secrétaire à la Défense de Richard Nixon et de Gerald Ford. Il a été membre de la U.S. Commission on National Security/21st Century. Il est conseiller dans le cabinet Lehman Brothers et président de la MITRE Corporation. Il a présidé la récente commission d'enquête "indépendante" sur les opérations de détentions du Pentagone, chargée d'enquêter sur les abus contre les prisonniers en Irak.

« La vérité sur nos soldats »

Source : Wall Street Journal

Référence : « The Truth About Our Soldiers », par James R. Schlesinger, *Wall Street Journal*, 11 septembre 2004.

La Commission que j'ai présidée a souhaité donner la description la plus précise des actions de nos soldats en Irak, en tenant compte de tous les éléments et du contexte. Nous avons gardé à l'esprit le travail admirable de nos troupes pendant la guerre et nous savons qu'elles ont vaincu l'ennemi tout en préservant les infrastructures du pays et en limitant les dommages collatéraux. Notre étude nous a montré que nos troupes s'étaient très bien comportées en Irak.

Il faut noter que nous avons 50 000 détenus en Irak et que 300 000 militaires états-uniens ont servis dans ce pays. Pourtant, on ne recense que 300 cas d'abus possibles, dont seulement 100 ont été confirmés et le tiers a eu lieu sur les lieux de l'arrestation, là où la tension est toujours plus vive après des combats.

Donald Rumsfeld nous a donné pour mission de découvrir ce qui s'était mal passé à Abu Ghraib et de faire des recommandations. Nous avons reçu l'aide pleine et entière du **Pentagone**.

Notre première mission a été de faire un état des lieux du moral et de la santé de nos troupes afin de bien comprendre dans quelle situation elles se trouvaient. Nous avons également comparé les cas d'abus recensés en Irak à ceux des guerres passées. Si les événements d'Abu Ghraib ont autant choqué l'opinion, c'est à cause des photographies, mais elles sont trompeuses. En effet, les militaires qui ont commis cette aberration ne l'ont fait que pour s'amuser, pas pour mener un interrogatoire, ces pratiques ne sont pas généralisées et ce n'est pas ainsi que sont menés les interrogatoires en Irak. Ces actions ne sont absolument pas représentatives de l'action de nos troupes en Irak, des troupes qui se portent bien et font un bon travail.

Viktor Yushchenko



Viktor Yushchenko est ancien Premier ministre d'Ukraine et dirigeant de l'opposition parlementaire. Il est candidat à l'élection

« Tracer la frontière orientale de l'Europe »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Plotting Europe's eastern border », par Viktor Yushchenko, *International Herald Tribune*, 10 septembre 2004.

Malgré l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, la question de la réunification de l'Europe n'est pas terminée. Le fossé entre l'Europe occidentale et centrale et l'Europe orientale ne cesse même de se creuser. La ligne de

présidentielle en Ukraine où il est le candidat favori de la National Endowment for Democracy.

démarcation n'a pas disparu, elle s'est déplacée.

L'Ukraine craint que la ligne de démarcation ne soit sa frontière occidentale, une inquiétude partagée par ses voisins. Nous ne nous considérons pourtant pas comme des voisins de l'Europe, mais comme des Européens. Nous portons une part de responsabilité dans cette situation car nous n'avons pas mené les réformes nécessaires. Aujourd'hui, nous risquons une nouvelle bipolarisation de l'Europe entre Bruxelles et Moscou et nous risquons de nous retrouver dans l'orbite de Moscou. Les signes de l'émergence d'un pouvoir de type néo-soviétique apparaissent.

L'élection présidentielle à venir sera l'apogée de la lutte entre pro-européens et anti-européens en Ukraine. Nous avons besoin du soutien de l'Europe qui doit reconnaître notre pays comme une part essentielle du projet paneuropéen. En dépit des risques de violation nombreuses des lois électorales lors de l'élection du 31 octobre, nous avons une chance à cette occasion d'étendre pacifiquement la transformation démocratique dans le pays et dans la région, préambule à notre intégration dans l'Europe.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paieement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Les experts de la sécurité nationale demandent à être entendus

Loin de calmer les esprits, le rapport de la Commission présidentielle sur le 11 septembre ne cesse de soulever et d'alimenter des polémiques. S'il permet d'établir, enfin, une version officielle des attentats et de rendre une nouvelle fois hommage aux victimes, il ignore les informations gênantes ou contradictoires et s'efforce d'effacer toute responsabilité autre que celle des « terroristes » pour se concentrer sur des propositions de réforme du renseignement. En réaction, un collectif d'experts de la sécurité intérieure, dont certains ont été licenciés pour avoir apporté à la commission des éléments troublants qui n'ont finalement pas été pris en compte, en appelle au Congrès. Ces « patriotes » s'inquiètent de réformes hâtives conçues par une commission-étouffoir qui a refusé d'examiner la réalité. Nous reproduisons le texte intégral de leur lettre ouverte au Congrès.

La lettre suivante, adressée au Congrès, a été signée par 25 experts de la sécurité nationale.

Au Congrès des États-Unis :

La commission d'enquête nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis concluait son rapport en déclarant : « *Nous souhaitons qu'un débat national ait lieu au sujet de l'intérêt de nos recommandations et nous participerons résolument à celui-ci.* ». Dans cette optique, nous soussignés voulons attirer l'attention du Congrès et du peuple états-unien sur ce que nous pensons être de sérieux défauts dans ce rapport et ses recommandations. Aussi nous appelons le Congrès à s'abstenir de considérer le problème de manière étroitement politique et à mettre un frein à la course visant à appliquer les recommandations de la commission. Il n'est pas trop tard pour que le Congrès abandonne la pratique qui consiste à limiter les témoignages à ceux de politiques et de hauts bureaucrates de carrière, dont la plupart ont une réputation personnelle ainsi que des intérêts institutionnels à protéger. Il faut en revanche se saisir de cette occasion unique pour introduire des réformes salutaires ; cette occasion ne doit pas être gâchée par une précipitation

politiquement motivée.

L'omission est l'un des principaux problèmes du rapport de la commission. Nous connaissons des cas et problèmes significatifs qui ont été correctement rapportés à la commission par ceux d'entre nous informés en premier lieu, mais qui pour une raison inconnue ont échappé à son examen. De graves problèmes et dysfonctionnements au sein d'agences gouvernementales ont de la même façon été rapportés devant la commission mais n'ont pas été inclus dans le rapport. Le rapport n'aborde tout simplement pas les problèmes clés au sein des communautés du renseignement, de la sécurité aérienne et des forces de l'ordre. L'omission de problèmes aussi graves, ayant des implications concrètes, et d'informations rend d'emblée le rapport imparfait et met en doute la validité de nombre de ses recommandations.

Nous croyons que l'une des vocations premières de la commission était d'établir des responsabilités, car cela est essentiel pour appréhender les erreurs qui ont mené au 11 septembre, ainsi que de prescrire les changements nécessaires. Cependant dans son rapport la commission ne fait porter de responsabilité à personne, mais déclare au contraire que « *Notre objectif n'a pas été d'attribuer des responsabilités personnelles* ». Autrement dit il s'agit de jouer le jeu politique, ce qui montre que l'objectif d'obtenir un consensus a pris le dessus par rapport à l'une des principales raisons d'être de la mise en place de cette commission. En demandant la définition de responsabilités, nous ne faisons pas référence à des erreurs quasi-innocentes causées par un « *manque d'imagination* » ou dues à l'« *erreur humaine* » ordinaire. Nous faisons plutôt référence à des actions ou inactions intentionnelles par des personnes responsables de notre sécurité nationale, actions ou inactions dictées par des mobiles autres que la sécurité du peuple des États-Unis. Le rapport ignore délibérément les responsables et fonctionnaires qui étaient, et sont toujours, clairement négligents et/ou dans une situation de manquement à leur devoir vis-à-vis de la nation. Si ces personnes sont protégées au lieu d'être tenues pour responsables, l'état d'esprit ayant permis au 11 septembre d'avoir lieu persistera, peu importe le nombre de couches bureaucratiques qui auront été ajoutées, peu importe la somme d'argent injectée dans les agences. Le caractère a de l'importance. L'intégrité personnelle, le courage et le professionnalisme font la différence. Seule une commission encline à ne faire porter la responsabilité à personne et à obtenir le consensus pouvait passer à côté de cela.

Nous comprenons, comme beaucoup d'Américains, que l'une des forces les plus précieuses pour nous défendre contre le terrorisme est l'engagement et les ressources de ces personnes qui travaillent sur les lignes de front. Avant même que la commission n'ait commencé son travail, beaucoup d'employés honnêtes et patriotes de diverses agences s'étaient manifestés avec en leur possession des informations et des mises en garde au sujet de problèmes liés au terrorisme, ainsi que de graves problèmes au sein de nos agences de renseignement et de sécurité aérienne. Sans ces individus, l'essentiel de ce que nous savons aujourd'hui des problèmes et faits significatifs concernant le 11 septembre serait resté dans l'obscurité. Ces informateurs ont été capables de faire passer la sécurité du peuple états-unien avant leur propre carrière et emploi, même si ils avaient des raisons de soupçonner qu'on avait dressé un mur devant eux. Malheureusement c'était bien le cas. Les représailles ont pris diverses formes :

certains ont été ostracisés ; d'autres bâillonnés de manière formelle ou non, certains ont été licenciés. La commission n'a pas tenu compte de leur contribution, ni assumé l'urgence de protéger de tels patriotes des représailles de nombreux bureaucrates qui tendent à donner une priorité absolue à leur honneur et à la protection de leur propre carrière.

La commission a certes insisté sur le fait que les entraves à la circulation de l'information étaient une cause principale de l'échec à saisir les occasions de prévenir la tragédie. Mais elle a fait l'impasse sur une vérité essentielle. Le secret maintenu par la répression menace la sécurité nationale autant que les querelles bureaucratiques de territoire. Il maintient la vulnérabilité au terrorisme causée par les dysfonctionnements gouvernementaux. Les réformes ne seront que des tigres de papier faute de sauf-conduit pour les informateurs, afin de leur permettre de rester honnêtes en pratique. Il est irréaliste de s'attendre à ce que des fonctionnaires défendent le public s'ils ne peuvent pas se défendre eux-mêmes. Les profils courageux sont une exception, pas la règle. Malheureusement, les droits actuels des informateurs sont un piège cruel et un aimant à cynisme. Le *Whistleblower Protection Act* (Ndt. loi encadrant la dénonciation pour l'intérêt commun) est devenu un moyen efficace de se débarrasser des dénonciateurs en avalisant leur licenciement. Aucun fonctionnaire n'a accès à un tribunal d'assises comme c'est le cas pour les employés du secteur privé, pour qui le Congrès a légiféré suite aux débâcles Enron/MCI. Les fonctionnaires ont besoin de droits tout aussi authentiques et applicables pour défendre les familles américaines que les salariés du privé pour défendre les investissements de l'Amérique. Il faudra de la volonté parlementaire pour combler cette lacune dans les recommandations de la commission sur le 11 septembre.

La commission, en plus de son énumération incomplète des « *faits et circonstances* », de son manquement intentionnel à établir des responsabilités et de son mépris pour la connaissance, l'expertise et l'expérience de ceux qui font véritablement le travail, s'apprête maintenant à mettre la pression sur le Congrès et notre nation pour qu'ils appliquent promptement ses recommandations. Si nous ne voulons pas insinuer que toutes les recommandations de ce rapport sont erronées, nous affirmons cependant que la liste de recommandations de la commission n'inclut pas des mesures nécessaires d'urgence, et de plus nous objectons que certaines de ces recommandations, telles que la création d'un « *Tsar du renseignement* » ou l'augmentation aléatoire des budgets des services de renseignement conduira à une augmentation de la complexité et de la confusion dans un système déjà complexe et hautement bureaucratique.

Le Congrès a accordé des audiences non seulement à des membres de la commission, mais aussi à une pléiade d'autres politiques de carrière dont très peu ont travaillé dans le renseignement, ainsi qu'à des hauts bureaucrates dont beaucoup ont des intérêts directs à sauver l'honneur et éviter toute responsabilité. Le Congrès n'a pas inclus les voix de ceux qui travaillent au sein de la communauté du renseignement et au-delà, dans les communautés liées à la sécurité nationale qui sont confrontés aux vrais problèmes jour après jour et qui possèdent l'expérience et l'expertise nécessaires - bref, ceux qui non seulement font le travail, mais sont suffisamment consciencieux pour sortir la

tête de l'eau et signaler les obstacles qu'ils rencontrent en s'efforçant de l'accomplir efficacement.

Nous soussignés, qui avons travaillé dans diverses agences gouvernementales (FBI, CIA, FAA, DIA, Douanes) responsables de la sécurité nationale et de la sûreté publique, en appelons à vous au Congrès pour que vous incluiez la voix de ceux qui ont une connaissance et une expertise de premier plan sur les problèmes importants. Nous nous tenons prêts à jouer notre rôle.

Respectueusement,

- ▶ Costello, Edward J., Jr., ancien agent spécial, contre-renseignement, FBI (Federal Bureau of Investigations)
- ▶ Cole, John M., ancien spécialiste des opérations de renseignement, FBI
- ▶ Conrad, David "Mark," agent responsable de poste à la retraite, affaires internes, douanes U.S.
- ▶ Dew, Rosemary N., ancien agent spécial, contre-terrorisme et contre-renseignement, FBI
- ▶ Dzakovic, Bogdan, ancien chef d'équipe "Red Team", FAA (Federal Aviation Administration)
- ▶ Edmonds, Sibel D., ancienne spécialiste linguiste, FBI
- ▶ Elson, Steve, Navy Seal retraité & ancien agent spécial, FAA & U.S. Navy
- ▶ Forbes, David, analyste en questions de sécurité gouvernementale, logistique et aviation, BoydForbes Inc.
- ▶ Goodman, Melvin A., ancien analyste sénior / chef de division, CIA ; ancien employé du Center for International Policy
- ▶ Graf, Mark, ancien analyste, DOE (Département de l'énergie)
- ▶ Graham, Gilbert M., agent spécial retraité, contre-renseignement, FBI
- ▶ Kleiman, Diane, agent spécial retraité, douanes U.S.
- ▶ Kwiatkowski, Lt. Col. Karen U., USAF (ret.) ; analyste politique vétéran, DoD (Département de la défense)
- ▶ Larkin, Lynne A., ancien officier d'opérations, CIA
- ▶ MacMichael, David, ancien officier d'évaluation sénior, CIA
- ▶ McGovern, Raymond L., ancien analyste, CIA
- ▶ Pahle, Theodore J., officier de renseignement sénior retraité, DIA
- ▶ Sarshar, Behrooz, spécialiste linguiste retraité, FBI
- ▶ Sullivan, Brian F., agent spécial retraité & spécialiste de la gestion des risques, FAA
- ▶ Tortorich, Larry J., officier retraité de la marine U.S., U.S. Navy & Dept. of Homeland Security/TSA
- ▶ Turner, Jane A., agent spécial retraité, FBI
- ▶ Vincent, John B., agent spécial retraité, contre-terrorisme, FBI
- ▶ Whitehurst, Dr. Fred, agent spécial en chef retraité /examinateur de pièces à conviction en laboratoire, FBI
- ▶ Wright, Col. Ann, U.S. Army (ret.) ; ancien officier de la diplomatie
- ▶ Zipoli, Matthew J., Special Response Team (SRT), DOE